LES ÉMIGRÉS AUX TERRES AUSTRALES, OU LE DERNIER CHAPITRE D'UNE GRANDE RÉVOLUTION,

COMÉDIE

EN UN ACTE ET EN PROSE,

Représentée, pour la première fois, sur le Théâtre DES AMIS DE LA PATRIE, *le 24 novembre 1792*, (vieux style).

Par le Citoyen GAMAS.

Prix, 1 liv. 5 sols.

A PARIS,

Chez la Citoyenne TOUBON, sous les galeries du Théâtre de la République, à côté du passage vître.

1794

PERSONNAGES.		*ACTEURS.*
FRANCŒUR, Capitaine de la Garde nationale.		DUGRAND.
FLORVAL, son Lieutenant.		DUBOIS.
OZIAMBO, Chef des Sauvages.		DEVERCY.
Le Prince DE FIER-A-BRAS	Emigrés.	GRANVILLE.
Le Baron DE LA TRUANDIÈRE	Emigrés.	DARCOURT.
Le Président DE BALOURDET	Emigrés.	GRANGER.
L'Abbé DOUCET	Emigrés.	DORGIVAL.
Le Financier SANGSUE	Emigrés.	VENIER.
DOM GOURMAND	Emigrés.	VALVILLE.
La Marquise DE VERTPRÉ	Emigrés.	VEZARD.
La Présidente BALOURDET	Emigrés.	VIZENTINI.
MATHURIN, Laboureur.		FLORIOT.
VOLONTAIRES FRANÇAIS.		
SAUVAGES des deux sexes.		
ÉMIGRÉS.		

La Scène est aux terres australes. Le Théâtre représente un pays inculte. On découvre des rochers, des tentes éparses çà et là; on voit la mer dans l'enfoncement, et un vaisseau à l'ancre.

Nous soussignés, déclarons avoir cédé à la Citoyenne TOUBON les droits d'imprimer et de vendre *Les Émigrés aux Terres australes*, nous réservant nos droits d'auteur par chaque représentation qu'on en donnera sur tous les théâtres de la République française, nous autorisant du Décret des Réprésentans du peuple sur les Auteurs dramatiques.

GAMAS.



LES ÉMIGRÉS AUX TERRES AUSTRALES, OU LE DERNIER CHAPITRE D'UNE GRANDE RÉVOLUTION,

COMÉDIE.

SCÈNE PREMIÈRE.

FRANCOEUR, LE PRINCE DE FIER-A-BRAS *abîmé dans la douleur, et s'appuyant contre un arbre;* SAUVAGES, VOLONTAIRES NATIONAUX. *Les Sauvages et Volontaires sont occupés à élever un obélisque, sur lequel est une inscription.*

FRANCOEUR *au prince.*

ALLONS, du courage! Cette espiéglerie de la fortune est piquante; mais elle prend sa revanche. Vous

avez tant de fois abusé de ses faveurs, que ce petit caprice de sa part est fort excusable.

LE PRINCE *montrant ses cordons.*

Voilà tout ce qui me reste de mes grandeurs passées!

FRANCOEUR.

Faible ressource aux terres australes!

LE PRINCE.

Pourquoi nous confiner au bout de l'univers?

FRANCOEUR.

C'est par ménagement pour vous. On respire maintenant dans nos climats l'air de la liberté, et cet air trop vif pour la délicatesse de vos organes, vous eût immanquablement suffoqués.

LE PRINCE.

Mes amis m'ont trompé.

FRANCOEUR.

Dis tes flatteurs : des amis ne trompent point. Mais il faut mériter d'en avoir.

LE PRINCE.

Les rois armés pour notre querelle, nous ont abandonnés lâchement.

FRANCOEUR.

Ne te fais point illusion; ils ont été forcés de céder à la nécessité.

LE PRINCE.

Des troupes aguerries se laisser vaincre par des milices sans expérience, sans chefs et sans discipline!

FRANCOEUR.

L'amour de la patrie supplée à tout. C'est sous le joug du despotisme que les nations vieillissent dans l'en-

fance; mais un peuple qui veut conquérir sa liberté, est un Hercule naissant, et dès son berceau, la dépouille des monstres qu'il terrasse présage à l'univers les prodiges qui doivent illustrer son âge mûr.

LE PRINCE.

Oubliez-vous qui je suis, pour oser me tenir ce langage?

FRANCOEUR.

Il me serait facile de te prouver que je ne m'en souviens que trop.

LE PRINCE.

Parlez, je vous l'ordonne.

FRANCOEUR.

Je vous l'ordonne! Tu tiens furieusement à tes vieilles habitudes. Tâche de te défaire de ce ton impératif qui ne te convient pas du tout au milieu de ces déserts. Crois-moi, prends un langage plus modeste, plus conforme à ta fortune présente.

LE PRINCE.

Pourquoi nous traiter plus favorablement que tant de victimes que vous avez immolées à votre ressentiment?

FRANCOEUR.

Plus favorablement! Ce n'est point là notre intention. Les monstres qui ont voulu déchirer le sein de leur patrie ne sauraient nous inspirer de pitié. Oui, si nous regardions l'existence comme un bienfait pour vous, le glaive des loix s'appésantirait sur vos têtes coupables. Mais dans l'état où nous vous avons réduits, la mort serait une faveur pour vous. Nous aimons mieux vous condamner à vivre consumés de regrets et de remords. C'est vous livrer à des supplices toujours renaissans; c'est égaler, s'il est possible, notre vengeance à vos forfaits. (*Regardant du côté de l'obélisque.*) L'obélisque est élevé. Adieu. Je vous laisse contempler à

loisir ce monument. (*Il se retire avec les Sauvages et les Volontaires nationaux.*)

SCÈNE II.

LE PRINCE *appercevant l'obélisque.*

QUE vois-je? C'est sans doute quelque nouvel outrage. Une inscription! Lisons. (*Il lit*). « L'an troi-
» sième de la République, la France libre et triom-
» phante, de concert avec toute l'Europe, a fait déporter
» en ces lieux des rebelles qu'elle a terrassés ». Quel affront! Pourquoi faut-il que je sois réduit à l'impuissance de me venger?

SCÈNE III.

LE PRINCE, LE BARON DE LA TUANDIERE, L'ABBÉ DOUCET, DOM GOURMAND, LE PRÉSIDENT BALOURDET, M. SANGSUE, TROUPE D'ÉMIGRÉS *de tous les genres, avec les costumes les plus bisarres.*

LE PRINCE.

APPROCHEZ, dignes soutiens de l'honneur français, illustres compagnons de mon infortune; profitons de l'absence de nos ennemis pour nous concerter ensemble. Et que la terre assez heureuse pour posséder d'illustres chevaliers comme vous, devienne le sanctuaire des beaux arts et le temple de la gloire.

DOM GOURMAND.

Voilà qui est bel et bon ; mais je vous avertis que ce pays porte le sceau de la réprobation céleste.

L'ABBÉ.

Est-il possible ?

DOM GOURMAND.

Je viens de le parcourir attentivement, et je n'y ai pas découvert le plus petit cep de vigne ; or un pays sans vignobles est évidemment maudit de dieu.

LE PRÉSIDENT *avec emphase.*

Calmez votre inquiétude, mon révérend Père. Et nous, Messieurs, occupons-nous de la matière importante qui nous rassemble, et posons les bases du gouvernement que nous prétendons établir.

L'ABBÉ DOUCET *grasseyant et minaudant.*

Rien de plus facile. Adoptons purement et simplement l'ancien régime. Voici le clergé, la noblesse, la robe, la finance. Il ne nous manque que le tiers-état ; les sauvages nous en tiendront lieu. Il ne vous reste donc plus qu'à statuer sur quels fonds on hypothéquera nos bénéfices.

LE BARON *d'un ton brusque.*

Halte-là, M. l'abbé Doucet. Apprenez du Baron de la Tuandière qu'il ne prétend plus marcher après un tas de blancs-becs enfroqués, et qu'il est tems que la mître cède le pas à l'épée.

LE PRÉSIDENT.

Je demande, par la même raison, que l'on supprime ces injustes distinctions de noblesse, de robe et d'épée.

LE BARON.

Le militaire est le bras des rois.

LE PRÉSIDENT.

Le magistrat est l'ame de l'état.

L'ABBÉ DOUCET.

Le clergé représente la divinité sur terre. Attenter à ses droits, c'est élever contre le ciel même des mains sacriléges.

M. SANGSUE *bégayant.*

Il me semble que vous oubliez la finance.

TOUS TROIS *avec dédain.*

La finance ! miséricorde !

M. SANGSUE.

Vous vous en souviendrez quand il sera question de toucher vos quartiers. L'épée, l'église et la robe épuisent à qui mieux mieux les coffres du souverain, et c'est la finance seule qui les remplit.

LE BARON.

Aux dépens du peuple, auquel vous n'êtes d'aucune utilité. Nous au moins, nous le défendons pour son argent.

LE PRÉSIDENT.

Dépositaires des loix, nous protégeons les personnes et les propriétés.

L'ABBÉ DOUCET.

Nous attirons sur le peuple les bénédictions du Très-Haut.

M. SANGSUE.

Sans doute. Mais si nous n'avions pas le courage de nous charger de l'indignation publique pour payer vos services intéressés, convenez de bonne-foi que le peuple ne serait ni défendu, ni protégé, ni béni.

SCÈNE IV.

LES PRÉCÉDENS, LA MARQUISE DE VERTPRÉ, LA PRÉSIDENTE DE BALOURDET *parées l'une et l'autre grotesquement.*

LA MARQUISE DE VERTPRÉ *avec pétulance, singeant les airs de cour.*

EH bien, qu'avez-vous résolu? Je brûle de savoir le résultat de votre délibération.

LA PRÉSIDENTE *avec roideur et d'un ton empesé.*

Je gagerais d'avance que l'avis de mon cher président aura prévalu.

LA MARQUISE.

Détrompez-vous, mignonne; le titre de président n'est rien moins qu'un brevet de génie. D'ailleurs, s'il faut des années entières pour dégrossir un magistrat; sachez, Madame la Présidente, que le plus beau privilége de l'homme comme il faut est de sortir tout parfait des mains de la nature.

BALOURDET.

Madame la Marquise, lorsque vous eûtes ce procès dont la perte eût entraîné celle de votre réputation, vous traitiez un peu moins cavalièrement ces mêmes juges que vous méprisez aujourd'hui.

LA MARQUISE.

Il faut que vous ayez une belle mémoire, pour vous souvenir de ces misères-là!

LE PRÉSIDENT.

Votre fierté s'abaissait alors jusqu'à nous faire la cour!

LA MARQUISE.

Cela est tout simple. J'avais besoin de vous, et n'étant pas d'humeur à me ruiner pour acheter votre suffrage, j'ai mieux aimé flatter votre orgueil que satisfaire votre cupidité.

LE PRÉSIDENT.

Je vous reconnais à ce trait, Messieurs les gens de cour! rampans pour obtenir un service, ingrats, dès que vous l'avez obtenu.

L'ABBÉ DOUCET.

Silence! mes bons amis. Nous nous connaissons bien tous tant que nous sommes, et l'on ferait un chapitre assez récréatif des vérités que nous pourrions nous dire; mais, pour notre intérêt commun, étouffons toute querelle particulière. Notre empire fut toujours fondé sur la crédulité; craignons de le détruire en soulevant le voile heureux qui nous enveloppe.

LE BARON.

Je suis de ton avis. Mais par quel hasard t'avises-tu d'avoir du bon-sens? Un abbé qui raisonne! cela tient du miracle.

L'ABBÉ.

Mon cher Baron, ménage ma modestie: ton éloge me fait rougir. (*Montrant les dames*). Souviens-toi des égards que l'on doit à la beauté. En présence de ce sexe aimable, vanter autre chose que ses charmes, c'est commettre un crime de leze-galanterie.

LA MARQUISE.

Il est charmant, le petit Abbé!

LA PRÉSIDENTE.

Doit-on s'étonner si l'on raffolle de ces fripons-là?

L'ABBÉ.

Permettez-moi, mes belles Dames, de vous faire un léger reproche. Cette parure vous sied à ravir; mais vous auriez dû, ce me semble, ménager un peu plus ces pauvres sauvages. C'est être bien inhumaines; c'est, j'ose le

dire, violer les droits de l'hospitalité, que de les attaquer avec tant d'avantage. Si nos yeux accoutumés au brillant de vos charmes, peuvent à peine en soutenir l'éclat, jugez quel ravage ils vont faire sur de semblables espèces! Au premier regard, je les maintiens fous; mais je dis fous à lier.

LE PRÉSIDENT.

Parbleu! ces Dames auront beau faire, les Sauvages conserveront toujours assez de raison pour aller de pair avec la leur et celle de tous les Abbés du monde.

L'ABBÉ.

Qu'il est poli!

LA MARQUISE.

Qu'un homme de robe est galant!

LA PRÉSIDENTE.

L'aimable jouvenceau qu'un mari!

LE PRINCE.

Croyez-moi, laissons-leur le champ libre. Vouloir continuer en leur présence un entretien sérieux, c'est tenter l'impossible. (*Ils se retirent*).

SCÈNE V.

LA PRÉSIDENTE, L'ABBÉ, LA MARQUISE.

L'ABBÉ.

MESDAMES, je suis enchanté, ravi de me trouver seul avec vous, pour vous faire part d'un projet que j'ai conçu. Si vous daigniez me seconder...

LA MARQUISE *vivement*.

Si nous daignions le seconder! Voyez un peu le méchant! Après ce que nous faisons tous les jours pour

lui, il doute encore de nos bontés ! Petit ingrat, plus de doutes, ou je me brouille avec vous pour la vie ! Présidente, pour le punir, ne ferions-nous pas bien d'avoir au moins deux grandes heures de vapeurs ? Non, non, faisons-lui grace. Je suis trop bonne, en vérité ! (*Elle lui présente sa main à baiser.*)

LA PRÉSIDENTE.

Baisez aussi la mienne, et soyez sûr que je vous seconderai, foi de présidente ! (*Il baise la main de la Présidente.*)

L'ABBÉ.

Certain de votre appui, je réponds du succès d'une entreprise...

LA PRÉSIDENTE.

Lucrative ?

LA MARQUISE.

Glorieuse ?

L'ABBÉ.

Lucrative et glorieuse.

LA PRÉSIDENTE.

Il me tarde de savoir ce que c'est !

LA MARQUISE.

L'Abbé, je devine votre projet. Vous allez nous prier de vous faire obtenir en ce pays la feuille des bénéfices.

L'ABBÉ.

Voudrais-je vous importuner pour une bagatelle ? Mon projet est bien plus important ! (*En confidence.*) C'est une couronne que je veux vous devoir pour la partager avec vous ; en un mot, je veux être roi.

LA PRÉSIDENTE.

Vous plaisantez !

L'ABBÉ.

Non, d'honneur. C'est de tous les emplois le moins difficile et le mieux payé.

LA PRÉSIDENTE.

Encore, pour aspirer au trône, faut-il savoir...

L'ABBÉ.

Payer d'effronterie, persuader aux autres que l'on vaut quelque chose, et tâcher de se le persuader à soi-même; voilà tout le secret du métier. Je vous le dis tout bas; il en est des rois comme des médecins; le charlatanisme est leur premier mérite.

LA MARQUISE.

Voilà ce qui s'appelle raisonner! Cela mérite réflexion.

L'ABBÉ.

Avec votre secours, rien n'est plus facile. Les vainqueurs, pour nous humilier davantage, ont chargé les Sauvages de nous nommer des chefs; daignez les prévenir en ma faveur; ils ne résisteront pas à vos sollicitations. Moi, pour réunir tous les suffrages, je me charge d'humaniser Mesdames les Sauvagesses.

LA MARQUISE.

Ce projèt est vaste; il me rit infiniment!

LA PRÉSIDENTE.

Je veux l'appuyer de tout mon pouvoir, ne fût-ce que pour rabattre l'orgueil de ces Messieurs qui ne nous ont pas jugés dignes de leurs graves délibérations.

L'ABBÉ.

On vient. Je compte sur votre parole.

SCÈNE VI.

LES PRÉCÉDENS, OZIAMBO, FRANCOEUR, FLORVAL.

OZIAMBO.

AMI, voici, sans doute, trois de vos compagnes. Pourquoi l'une d'elles porte-t-elle un vêtement si différent de celui des autres ?

FRANCOEUR.

Oziambo, reviens de ton erreur ; celui que tu prends pour une femme est un des ministres de notre culte. (*Pendant ce dialogue, les femmes minaudent, et tâchent d'attirer l'attention du Sauvage.*)

OZIAMBO.

Un ministre de votre culte ! A quoi cela sert-il parmi vous?

LA MARQUISE *à part.*

Cette question est du dernier sauvage !

FRANCOEUR.

Il peut te le dire mieux que personne. Réponds, Monsieur l'Abbé.

L'ABBÉ.

Interprêtes du Créateur, nous annonçons au peuple sa volonté suprême.

OZIAMBO.

A quoi bon ? N'a-t-il pas pris soin de la graver au fond de tous les cœurs?

L'Abbé.

Quand son courroux est prêt d'éclater, nous tâchons de le fléchir par nos prières.

Oziambo.

Votre dieu est donc sujet à la colère et sensible à la flatterie? Il a donc des passions? Dites plutôt que vous le dégradez en lui prêtant les vôtres! Votre religion est peut-être excellente; mais la nôtre est beaucoup plus simple. Faire le bien, éviter le mal, en deux mots, voilà notre morale. C'est en tâchant de lui ressembler, qu'il faut honorer l'Etre suprême; et nous n'avons pas besoin de prêtres pour cela.

La Présidente.

Quelle impiété!

La Marquise.

Je la lui pardonnerais, s'il daignait au moins nous adresser la parole.

L'Abbé.

Quel homme!

Oziambo.

Comme la première loi de cette colonie sera de contribuer au bien général, j'espère que tu choisiras un emploi dont l'utilité soit plus à notre portée.

Francoeur.

Tu as entendu sa volonté. Maintenant retire-toi avec ces Dames. Et toi, Florval, fais venir le bon Mathurin.

Florval.

Cet honnête laboureur que nous avons amené?

Francoeur.

Lui-même.

Florval.

J'y vole.

SCÈNE VII.

FRANCŒUR, OZIAMBO.

FRANCŒUR.

C'EST un véritable présent que je vais te faire. Je suis glorieux de pouvoir t'offrir quelques-uns de ces hommes vraiment utiles qu'on méprisait jadis en Europe, et qui font aujourd'hui la gloire et la force de notre patrie.

OZIAMBO.

Un laboureur, n'est-ce pas un de ces êtres bienfaisans auxquels vous devez cet aliment délicieux inconnu dans nos climats ?

FRANCOEUR.

Précisément. Bientôt ses mains industrieuses fertiliseront votre sol, et vous feront jouir des mêmes avantages.

OZIAMBO.

Qu'il me tarde de le voir, et de le serrer dans mes bras !

SCÈNE VIII.

LES PRÉCÉDENS, FLORVAL.

FRANCOEUR.

EH bien! Mathurin va-t-il se rendre à nos instances ?

FLORVAL.

FLORVAL.

A l'instant vous allez le voir paraître. Que ne puis-je vous rendre l'impression que m'a causée le spectacle le plus attendrissant ! (*A Oziambo.*) Au milieu d'un champ à moitié défriché, le bon Mathurin développait à vos compagnons attentifs les secrets de son art : chacun d'eux, docile à ses leçons, s'empressait à les mettre en usage. Vos jeunes filles mêmes partageaient l'ardeur générale, et l'animaient encore par leur présence.

OZIAMBO *avec enthousiasme.*

A peine il habite ces contrées, et ses pas sont déjà marqués par des bienfaits envers nous ! Au lieu de souffrir qu'il interrompe ses occupations, marchons plutôt à sa rencontre ; ménageons un tems qu'il consacre à l'utilité commune. Que dis-je? je veux m'instruire auprès de lui, et m'associer à sa gloire en devenant un laboureur, un bienfaiteur de l'humanité.

FRANCOEUR.

Allons. Mais le voici qu'on amène.

SCÈNE II.

LES PRÉCÉDENS, L'ABBÉ, LA MARQUISE, LA PRÉSIDENTE, MATHURIN, TROUPE DE SAUVAGES, ÉMIGRÉS, VOLONTAIRES NATIONAUX.

(*Les Volontaires nationaux traînent Mathurin en triomphe sur sa charrue ; chaque Sauvage porte un instrument aratoire, et les femmes des houlettes.*)

FRANCOEUR *aux Émigrés.*

Ce char n'est pas fastueux ; il n'est pas surchargé de trophées, ni de devises orgueilleuses ; mais s'il n'éblouit

pas les yeux, il doit plaire à tous les cœurs sensibles. Un pareil triomphe n'offre que des idées riantes, et n'est pas empoisonné par des souvenirs déchirans.

LA MARQUISE.

Comment donc! Messieurs les Sauvages ont l'imagination brillante!

LA PRÉSIDENTE.

Il ne manquerait plus à cette fête, pour la rendre vraiment nationale, que d'entonner le refrein patriotique.

OZIAMBO.

Quel est ce refrein?

MATHURIN.

Vous allez l'entendre. C'est le cri de ralliement des hommes libres, et le désespoir des malveillans. Vous, mes amis, faites chorus. Vive la République!

TOUS *répètent :*

Vive la République!

L'ABBÉ.

Cela est pitoyable! Ces vilains mots-là nous poursuivront donc par-tout!

MATHURIN.

Jusqu'à ce que vous soyez dignes de les prononcer vous-mêmes; cela veut dire jusqu'à la mort.

SCÈNE X.

LES PRÉCÉDENS, LE PRINCE, LE BARON, M. SANGSUE.

LA MARQUISE.

APPROCHEZ, Monseigneur, vous allez entendre de belles choses.

LE PRINCE *à Oziambo.*

Que faites-vous? Ah ciel! vous oubliez que vous êtes le chef des Sauvages; vous compromettez votre dignité en vous familiarisant avec des gens de cette trempe! Un paysan!

FRANCOEUR.

Un paysan féconde la terre; un grand seigneur la surcharge.

OZIAMBO.

Qui es-tu, pour oser, en ma présence, mépriser un être laborieux?

LE PRINCE.

Le chef de tous les braves défenseurs d'une cause trahie par la fortune.

OZIAMBO.

Si tu n'as que de pareils titres à faire valoir, ils t'acquerront peu de considération parmi nous. Des vertus, du mérite, voilà ce que nous estimons; et nous trouvons tout cela dans Mathurin.

LE PRÉSIDENT.

Le seigneur Oziambo a raison. La naissance sans le

mérite personnel, n'est qu'un avantage stérile; mais lorsque l'un et l'autre se trouvent réunis, il conviendra que l'homme de naissance doit l'emporter sur l'homme obscur.

OZIAMBO.

Je ne t'entends pas. Que signifie l'homme de naissance ?

MATHURIN.

J'allons te l'expliquer. Ces Messieurs s'imaginiont être d'une essence particulière, d'une espèce meilleure que la nôtre; et j'ons été assez dupes pour les croire long-tems sur parole. Mais à la longue, j'ons, morgué, connu not' sottise; j'ons vu que tous les hommes naissiont de même; et j'en ons conclu que, la marche de la nature étant égale pour tous, les droits deviont être égaux. Je ne connaissons pas de ligne d'autre séparation entre les hommes que celle qu'y met le vice et la vertu. Sous l'ancien régime, not' patrie ressemblait à un champ mal entretenu, où les mauvaises herbes dérobiont les sucs nourrissiers, et s'engraissiont aux dépens des bonnes. Sous le nouveau, tout est rentré dans l'ordre : j'avons extirpé les plantes inutiles; aussi not' champ profite-t-il à vue-d'œil; c'est un charme que de voir ça.

LA MARQUISE.

M. Mathurin déclame à merveille; c'est vraiment un orateur !

MATHURIN.

Je ne nous piquons pas de bien ajancer nos phrases; mais comme je n'avons rien dans l'ame dont je devions rougir, je suivons tout bonnement son impulsion, et je parlons d'abondance.

FRANCOEUR.

Va, mon cher Mathurin, pour plaider la cause de l'humanité, l'éloquence du cœur est toujours la meilleure.

OZIAMBO.

Il me semble, ami, que les voilà tous à-peu-près rassemblés ; et je vais prononcer sur leur sort.

FRANCOEUR.

Auparavant, je vais faire battre le rappel pour avertir ceux qui pourraient être absens. (*Il fait signe au tambour de battre. Le tambour bat : le reste des Émigrés arrive.*)

SCÈNE XII.

TOUS LES ACTEURS.

FRANCŒUR *aux Émigrés.*

Que chacun de vous se place suivant le rang qu'il occupait jadis.

OZIAMBO.

Toi, mon cher Mathurin, reste à mes côtés ; j'aurai besoin de tes lumières. (*Les Émigrés se placent d'un côté, les Sauvages de l'autre ; dans le milieu, Francœur, Oziambo et Mathurin ; les Volontaires ferment l'enceinte.*)

L'ABBÉ.

Le moyen le plus simple de nous occuper utilement, c'est de nous conserver les emplois auxquels nous sommes habitués dès l'enfance.

MATHURIN.

Autant vaudrait dire, vous occuper à ne rien faire.

LE PRÉSIDENT.

Monsieur voudra bien nous permettre de parler à

notre tour. Soutiendra-t-il, par exemple, que la justice n'est d'aucune utilité?

MATHURIN.

A dieu ne plaise! La justice est bonne; c'est la chicane qui ne vaut rien.

LE PRÉSIDENT.

Il conviendra que l'étude des loix exige beaucoup d'application et de travail.

MATHURIN.

Morgué, vlà le mal; mais ça ne rend pas la cause des gens de robe meilleure. Ça prouve tant seulement que les loix sont par trop embrouillées, et qu'il faut nous en faire d'autres; mais si claires, qu'il suffise d'être honnête homme, et d'avoir sous les yeux le livre de la loi pour décider sur une affaire. Alors je n'aurions pas besoin de juges à demeure; le premier venu pourrait nous en servir. Je n'aimons pas ste judicature permanente; c'est encore un rejeton de l'ancien régime. Stilà dont le métier est de juger les autres, doit nécessairement, à la longue, se regarder comme au-dessus d'eux, et ça me chiffonne. Je veux que stilà qui me juge aujourd'hui, puisse être demain jugé par moi; sinon, i' n'y a pas entre nous de véritable égalité.

LE PRÉSIDENT.

A ce compte, il faudrait, selon vous, introduire l'arbitrage?

MATHURIN.

Tout franc, vous avez bouté le nez dessus. J'aimons mieux des arbitres que des juges; ça est plus de niveau.

LE PRÉSIDENT.

On ne peut pas raisonner avec cet homme.

FRANCOEUR.

Avouez que sa logique est pressante. Tel est le sort des préjugés: le simple bon-sens les terrasse.

OZIAMBO *au Baron.*

Mathurin vient de me mettre à portée d'apprécier tes camarades à leur juste valeur...

LE BARON.

Mes camarades ! parlez mieux, s'il vous plaît. Ne me confondez pas avec eux. Si leurs droits à votre estime sont peu fondés, les miens ne sont pas équivoques. Apprenez que je suis militaire. Dès l'enfance, je porte les armes ; à seize ans, j'étais colonel, et sans cette maudite révolution, je serais, sans doute, à présent, maréchal-de-France.

MATHURIN.

Sans avoir vu l'ennemi ; cela eût été ben commode

LE BARON.

C'est par des actions qu'un homme tel que moi répond à des sarcasmes. La valeur est de tous les pays ; qu'on me fournisse l'occasion de prouver la mienne, et l'on verra qui je suis.

OZIAMBO.

J'estime cette fierté ; elle me prévient en ta faveur ; et pour t'en convaincre, je vais te donner les moyens de servir ta nouvelle patrie.

LE BARON.

Disposez de mon bras, et comptez sur ma reconnaissance.

OZIAMBO.

Un tigre monstrueux ravage ces contrées depuis quelque-tems...

LE BARON *tremblant et regardant autour de lui.*

Un tigre, dites-vous ?

OZIAMBO.

Je le répète, un tigre d'une grandeur et d'une force

prodigieuses. Heureusement, j'ai découvert le lieu de sa retraite, et je brûle de le combattre. Prends cette massue (*il lui présente une massue*), et viens partager avec moi la gloire de le terrasser.

LE BARON.

Dispensez-moi de cette faveur. Je ne suis pas d'humeur à lutter contre un tigre : c'est le fait d'un gladiateur, et non pas celui d'un militaire.

OZIAMBO.

Tu n'as donc de courage, que lorsqu'il s'agit d'égorger tes semblables ?

LE BARON.

Encore si j'étais à la tête de mon régiment...

FRANCOEUR.

Tu enverrais quelques-uns de tes soldats à la poursuite du monstre ; tu attendrais paisiblement dans une tente le succès de l'entreprise, et tes exploits se borneraient à recueillir le fruit de la victoire.

MATHURIN.

Allais, rassurais-vous ; j'ons su vous débarrasser de st' animal qui vous fait tant de frayeur.

OZIAMBO.

Comment !

MATHURIN.

Je l'ons apperçu par hasard. J'ons couru dessus, et je l'ons frappé de cette arme à laquelle rien ne résiste. (*Montrant sa pique*). Dites-nous-en des nouvelles, Messieurs les ci-devants.

OZIAMBO.

Vous le voyez ; ce brave laboureur possède toutes

les qualités que votre orgueil s'attribuait sans raison. Vous applaudirez, sans doute, au choix que je vais faire en le nommant pour votre chef. Amour de ses semblables, courage, droiture, voilà ses droits. Il n'en est pas de plus sacrés.

MATHURIN.

Je ne pouvons pas accepter; je n'ons pas d'ambition, et puis je sommes trop glorieux du titre de citoyen, pour vouloir jamais le troquer contre un autre.

FRANCOEUR.

Il était permis, glorieux même de refuser un emploi sous le joug des tyrans pour éviter d'être leur complice. Maintenant que leur règne est détruit, tout homme doit se rendre au poste où sa patrie daigne l'appeler. Un vrai républicain immole avec joie ses goûts et son repos au bonheur de ses concitoyens. Servir l'état est son premier devoir, le bien général est son premier vœu, l'amour de la patrie, sa première affection. Toutes considérations particulières doivent fléchir devant les grands principes. (*Il forme une couronne de chêne, et veut la poser sur sa tête.*)

MATHURIN.

Eh bien, je nous résignons; je s'rons leur chef puisqu'il le faut; mais au moins je ne voulons pas de ste marque de la tyrannie.

FRANCOEUR.

Souviens-toi que si des couronnes d'or ont couvert la tête orgueilleuse des despotes, des couronnes de chêne étaient à Rome le prix des vertus civiques.

MATHURIN *montrant son bonnet rouge.*

C'est qu'à Rome on ne connaissait pas le bonnet rouge. Le voilà, le vrai bonnet de la liberté. Point de couronne,

de quelque nature qu'elles soient : ça rappelle des idées d'esclavage.

FRANCOEUR *lui serrant la main.*

Tu as raison, mon ami ; ton esprit naturel te sert toujours mieux que nos lumières.

LA MARQUISE.

Serez-vous assez lâches pour vous soumettre à ce choix bisarre ?

LA PRÉSIDENTE.

Messieurs, qu'en dites-vous ?

LE PRÉSIDENT.

Il me semble que nous pourrions au moins protester contre un acte attentatoire à nos priviléges.

LA MARQUISE.

Et vous soumettre en attendant ? Quelle lâcheté !

LA PRÉSIDENTE.

Marquise, la nécessité....

L'ABBÉ.

Si je fulminais contre eux une bonne excommunication ?

LA MARQUISE.

Admirable expédient contre des Français et des Sauvages ! Mon pauvre Abbé, les foudres du Vatican sont de vieilles armes. Jadis elles faisaient merveilles ; mais la rouille des tems les a mises hors d'état de servir.

MATHURIN *à l'Abbé.*

Ma figue, c'est la vérité. Vos tours de gibecière sont usés. Ils étonniont au commencement, et l'on criait : Miracle, miracle ! Mais à force de vous les voir répéter, j'ons vu que ce n'était ni pus ni moins que de la magie blanche.

LE BARON.

Il vaudrait mieux les combattre.

LE PRINCE.

Nous manquons d'armes.

MATHURIN.

Et de courage.

DOM GOURMAND.

Je vous ai laissé parler à votre aise ; daignez m'écouter à mon tour. Le point essentiel est de vivre. La loi qu'on nous impose est dure ; mais il est encore plus dur de mourir de faim. Nous n'avons point de ressources en ce pays ; il faut donc obéir à la voix de la nécessité.

TOUS.

Soumettons-nous, puisqu'il le faut.

OZIAMBO.

Ce n'est point assez ; il faudra vous rendre utiles. L'homme oisif est le plus grand fléau de la société, et sera pour jamais banni de la nôtre.

LE PRÉSIDENT.

Vous ne pouvez pas exiger l'impossible.

L'ABBÉ.

Nous ne savons rien faire.

OZIAMBO.

Vous apprendrez : votre digne chef se chargera de vous instruire.

LE BARON.

Nous voilà donc condamnés à travailler !

L' Abbé.

Il faudra renoncer à notre chère paresse !

Le Président.

Dans ce pays, on ne connaît point de charges, point d'épices !

Le Baron.

Point de fiefs, point de pensions !

Le Prince.

Point de châteaux, point d'appanages !

L' Abbé.

Point de dixmes, point de bénéfices !

M. Sangsue.

Point d'entrées, point de gabelle !

Mathurin.

Pour calmer leurs regrets, et les égayer un brin, j'allons leux chanter une hymne à la liberté, qu'a composée le citoyen Francœur. (*Aux Sauvages.*) Ça vous amusera itou. Des chants patriotiques ne sont jamais de trop. On ne se lasse ni de les répéter, ni de les entendre.

Air *des Marseillais.*

L'hydre hideux du despotisme
Jadis infestait nos climats ;
Le monstre ennemi du civisme,
Énervait les cœurs et les bras.
Mais fatigués d'un joug infâme,
Brisant son sceptre détesté,
Nous avons de la liberté
Arboré l'auguste oriflamme.
Aux armes ! plus de rois ; aux armes ! plus de fers.
Français, puissent nos bras affranchir l'univers !

Trop lent à soupçonner le crime,
Enivré de sa liberté,
Le Français du bord de l'abyme,
Marchait avec securité.
Déja tonnait l'heure fatale ;
Les poignards étaient aiguisés ;
L'aspect de nos corps entassés
Manquait à leur fureur royale.
Aux armes, etc.

Aux bords affreux du précipice,
Tout-à-coup le peuple éclairé,
Entrevoit, combat l'artifice,
Et son triomphe est assuré.
Reprenant ses droits, sa puissance,
Il proscrit les rois sans retour,
Et ce n'est que de ce jour
Que date notre indépendance.
Aux armes, etc.

Ce jour à jamais mémorable
Affermit notre liberté.
La base en est inébranlable,
Reposant sur l'egalité.
Mais poursuivons la tyrannie,
Par-tout faisons chérir nos loix ;
Et des humains égaux en droits
L'univers sera la patrie.
Aux armes ! plus de rois ; aux armes ! plus de fers !
Français, puissent nos bras affranchir l'univers !

FIN.